



**27<sup>ème</sup> REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DE MEDIATION ET DE  
SECURITE AU NIVEAU DES AMBASSADEURS**

**Abuja, 5 décembre 2017**

---

**RAPPORT FINAL**

---

Commission de la CEDEAO  
Abuja, Nigeria

## I. INTRODUCTION

1. La 27<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO au niveau des ambassadeurs s'est tenue le 5 décembre 2017, au siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja, en République fédérale du Nigeria. Elle a été consacrée à l'examen de la situation politique et sécuritaire de la région, avec un accent particulier sur le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, la Sierra Leone et le Togo. Les délibérations ont également porté sur un certain nombre de memoranda analysant en détail différents points : la sécurité maritime dans la région, le Système d'information policière pour l'Afrique de l'Ouest (SIPAO), la Conférence ministérielle régionale sur la sécurité au Mali et dans le Sahel, l'état d'avancement de la mise en œuvre des mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse (MNAPR), la présentation des résultats d'une étude sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la région, la situation humanitaire dans la région et, enfin, l'ordre du jour de la 39<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Conseil de médiation et de sécurité, au niveau ministériel.
2. La réunion, présidée par S.E.M. Léné Dimban, Ambassadeur du Togo au Nigeria et Président du Conseil de médiation et de sécurité au niveau des ambassadeurs, a enregistré la participation des ambassadeurs des Etats membres ci-après, accrédités auprès de la Commission de la CEDEAO, ou de leurs représentants :
  - République du Bénin
  - Burkina Faso
  - République de Côte D'ivoire
  - République de la Gambie
  - République du Ghana
  - République de Guinée
  - République de Guinée Bissau
  - République du Liberia
  - République du Mali
  - République du Niger
  - République Fédérale du Nigeria
  - République du Sénégal
  - République Togolaise.
3. La liste des participants est jointe en annexe au présent rapport.

## II. CEREMONIE D'OUVERTURE

4. La Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité, Mme Halima Ahmed, après avoir souhaité la bienvenue aux membres du Conseil, a présenté un compte rendu sur les derniers événements intervenus dans la région, sur les plans politique et sécuritaire. Elle a réitéré toute sa gratitude aux ambassadeurs pour les efforts inlassables qu'ils déploient afin d'appuyer les initiatives de la Commission visant à promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance, ainsi qu'à assurer la paix et la stabilité de la région. Elle a remercié tout particulièrement le Président sortant, S.E. le Dr Al-Hassan Conteh, pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé les activités du Conseil durant son mandat, avant de souhaiter la bienvenue au nouveau Président, SEM Léné Dimban, à qui elle a souhaité plein succès dans l'accomplissement de son mandat. Elle a présenté le nouveau Contrôleur Financier de la CEDEAO au Conseil, et a noté qu'il était invité à la réunion pour le tenir au courant du fonctionnement du Conseil de Médiation et de Sécurité.
5. Elle a rappelé les événements politiques et sécuritaires qui sont survenus dans la région, notamment l'organisation du premier tour des élections au Libéria dans la paix, les préparatifs de la CEDEAO pour soutenir les élections en Sierra Leone et au Mali en 2018, la reprise des combats intercommunautaires et la criminalité au Mali, la Mission conjointe de la CEDEAO, de l'ONU et de l'UA en Sierra Leone, les troubles politiques au Togo suite aux manifestations pour des réformes constitutionnelles et les tentatives du dialogue initiées par le Gouvernement togolais. En ce qui concerne le terrorisme, la Commissaire a indiqué que les groupes terroristes armés sont encore résilients malgré les efforts de la MINUSMA et de la Force Multinationale Mixte. Elle a cependant rappelé la Conférence régionale de la CEDEAO sur la sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest qui a été organisée récemment au Mali et qui a passé en revue la situation sécuritaire dans la région. Elle a rappelé l'objectif de la réunion des Ambassadeurs qui est d'examiner les documents à présenter au Conseil de Médiation et de Sécurité, au niveau ministériel et au niveau des Chefs d'État. Elle a conclu son intervention en souhaitant pleins succès à la réunion.
6. Dans son allocution d'ouverture, le Président du Conseil de Médiation et de Sécurité au niveau des Ambassadeurs, SEM Léné Dimban, a chaleureusement accueilli la Commissaire PAPS, les membres du Conseil et le personnel de la CEDEAO à la réunion. Il a remercié la Commissaire pour les propos bien aimables qu'elle lui a adressés, ainsi qu'à son prédécesseur. Il lui a exprimé sa détermination à travailler avec elle, au nom du Comité des Ambassadeurs, pour atteindre les objectifs fondamentaux de la CEDEAO, notamment devenir une CEDEAO des peuples d'ici 2020. Il a exprimé sa profonde gratitude à la Commission de la CEDEAO pour l'organisation de la réunion, tout en indiquant que les problèmes de sécurité ne peuvent pas être complètement résolus à cause de leur nature volatile. Pour





conclure, il a souhaité aux membres du Conseil pleins succès dans leurs délibérations et a déclaré la réunion ouverte.

7. Ces discours sont joints, dans leur version intégrale, en annexe au présent rapport.

### III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

8. L'ordre du jour adopté avec quelques amendements est annexé au présent rapport.

### IV. DEROULEMENT DES TRAVAUX

9. Les discussions ont porté en particulier sur les grands points suivants :

#### A) MEMORANDUM SUR LA SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE DANS LA REGION

10. Le Directeur des Affaires politiques a fait un exposé sur la situation politique et sécuritaire dans la région, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Gambie, en Guinée, en Guinée Bissau, au Liberia, au Mali, en Sierra Leone et au Togo, ainsi que sur le terrorisme dans la région.

11. En ce qui concerne le **Burkina Faso**, le Conseil a noté la dégradation de la situation dans la région Nord du pays, en particulier à sa frontière avec le Mali. Par ailleurs, le Conseil a été informé du fait qu'en raison des préoccupations sécuritaires, le forum national sur la sécurité organisé sous les auspices de l'Etat, du 24 au 26 octobre 2016, a dressé un diagnostic complet de la situation sécuritaire, dans l'objectif de définir des orientations stratégiques, pour l'élaboration d'une nouvelle politique nationale de la sécurité.

12. Dans le même ordre d'idées, la Force conjointe du G5 Sahel, mise en place dans l'objectif de réprimer les attaques terroristes, a lancé ses premières opérations à la frontière commune au Mali, au Niger et au Burkina Faso, le 31 octobre 2017.

13. Après délibérations, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

En direction des autorités du Burkina :

- i. Veiller à ce que les actions menées contre les groupes terroristes soient accompagnées de mesures prenant en compte les difficultés économiques et sociales structurelles auxquelles se heurtent les communautés locales;
- ii. Combler le fossé entre les forces de sécurité et les autorités locales afin de créer un climat de confiance et de favoriser les échanges d'informations et la coopération avec les communautés;



- iii. Assurer la mise en œuvre du volet 'développement' du programme d'urgence pour la région Sahel ;
- iv. Promouvoir et renforcer la coopération judiciaire et policière, ainsi que le partage de renseignements entre le Burkina et le Mali;
- v. Fournir aux forces armées le matériel nécessaire pour la lutte contre les groupes terroristes ;
- vi. Veiller à la mise en œuvre des recommandations issues du forum national sur la sécurité et promouvoir des mesures de réconciliation nationale.

En direction de la CEDEAO :

- i. Exprimer sa solidarité et son soutien au Burkina, dans sa lutte contre le terrorisme;
- ii. Soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles et du secteur de la sécurité;
- iii. Soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre du volet 'développement' du programme d'urgence de la région Sahel.
- iv. Diligenter la procédure de délivrance de certificats d'exemption en faveur du gouvernement, pour faciliter l'importation d'armes et de munitions.

14. S'agissant de la **Côte d'Ivoire**, le Conseil a été informé du fait que, malgré tous les efforts déployés par le gouvernement ivoirien pour la consolidation de la paix et le développement, le pays fait encore face à des défis de taille sur le plan de la sécurité, notamment les conflits intercommunautaires pour l'accès à la terre. Toutefois, le Conseil a noté que les autorités de Côte d'Ivoire ont pris des mesures pour rétablir la normalité.

15. Après délibérations, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit des autorités ivoiriennes :

- i. Entreprendre une opération de ramassage des armes au sein des communautés locales pour prévenir des heurts violents entre les communautés.

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. Exhorter les autorités ivoiriennes à continuer à promouvoir le dialogue et la réconciliation intercommunautaires ;
- ii. Engager les autorités de Côte d'Ivoire à sensibiliser davantage les populations au respect du droit foncier et amener les populations à faire procéder à l'immatriculation de leurs terres ;
- iii. Encourager et appuyer tous les efforts déployés par le gouvernement pour répondre aux défis de la sécurité nationale.

16. Concernant la **Gambie**, le Conseil a été informé que dans l'ensemble, la situation en matière de sécurité demeure calme dans le pays, grâce à l'appui de l'ECOMIG. Toutefois, un an après l'avènement de la démocratie, le pays est encore engagé dans une entreprise de reconstruction nationale, de consolidation du processus démocratique et de promotion de la réconciliation nationale. A cet égard, le Conseil a noté que le gouvernement a mis en place une Commission Vérité, Réconciliation et

Réparations (CVRR), dans le but de rendre justice aux victimes du régime de Yahya Jammeh. Il a, en outre, noté que le pays a décidé de demeurer membre de la Cour Pénale Internationale (CPI).

17. Après délibérations exhaustives, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

Aux autorités gambiennes :

- i. Les autorités gambiennes doivent mettre en place le cadre et le mécanisme indispensables à la promotion du dialogue national et de la réconciliation, et rendre justice aux victimes tout en évitant la chasse aux sorcières ;
- ii. Les autorités gambiennes doivent organiser une table ronde des donateurs afin de mobiliser un soutien financier en faveur du pays ;
- iii. Les autorités gambiennes doivent prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre, de façon efficace, les réformes du secteur de la défense et de la sécurité.

A la CEDEAO :

- i. Mettre en place et opérationnaliser le Groupe de contact international sur la Gambie afin de coordonner les efforts des partenaires dans le cadre du soutien au pays ;
- ii. Soutenir le gouvernement dans le cadre de l'organisation d'une table ronde des donateurs afin de mobiliser un soutien financier en faveur du pays ;
- iii. Apporter un appui au pays dans la mise en place du cadre et du mécanisme indispensables au dialogue national et à la réconciliation ;

18. Dans le cas de la **Guinée**, le Conseil a été informé que, conformément aux dispositions de l'Accord politique, le code électoral a été révisé et adopté le 27 juillet 2017, et la Commission électorale a fixé au 4 février 2018 la date des élections locales. Cette date a été confirmée par décret présidentiel le 4 décembre 2017. Le Conseil a également noté que le registre des électeurs est en cours de révision et que la Haute Cour de justice n'a pas encore été mise en place, comme le prévoit l'Accord politique.

19. Après délibérations, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

Aux autorités guinéennes :

- i. Soutenir le dialogue politique et respecter toutes les dispositions de l'Accord politique ;
- ii. Prendre toutes les dispositions nécessaires, y compris la mise à disposition de financements, pour organiser les élections communales et locales en février 2018, afin de mener le cycle électoral à bon terme.

Aux partis politiques :

- i. Accorder la priorité à la résolution pacifique des problèmes liés à la mise en œuvre de l'Accord politique du 12 octobre 2016 ;



A la CEDEAO :

- i. Exhorter les parties prenantes guinéennes à respecter leur engagement vis-à-vis de l'Accord politique signé le 12 octobre 2016;
- ii. Encourager les autorités guinéennes à organiser les élections communales et locales en février 2018 afin de mener le cycle électoral à bon terme;
- iii. Exhorter les forces de sécurité de l'Etat à exercer leurs fonctions républicaines conformément aux normes nationales et internationales.

20. En ce qui concerne la **Guinée Bissau**, le Conseil a noté que la crise politique et institutionnelle persistait encore malgré la décision du 51<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO d'instituer les sanctions ciblées envisagées à l'encontre des individus jugés coupables d'entraves à la mise en œuvre de l'Accord de Conakry et de prolonger le mandat de l'ECOMIB de trois (3) mois, en vue de faciliter la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Conakry par les acteurs politiques en Guinée Bissau.

21. Le Conseil a été informé de la mission ministérielle effectuée du 1<sup>er</sup> au 03 décembre 2017 à Bissau par une équipe de la CEDEAO dirigée par S.E. Professeur Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine de la République togolaise, par ailleurs Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO. Le but était d'évaluer l'état de mise en œuvre de l'Accord de Conakry, conformément à la décision du 51<sup>ème</sup> Sommet de la CEDEAO tenu à Monrovia le 04 juin 2017, suivant les dispositions de l'alinéa 8 de l'Accord de Conakry. Les conclusions de la Mission sont résumées dans le communiqué ci-joint.

22. Après délibérations exhaustives sur la question, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit des autorités et partis politiques bissau-guinéens signataires de l'Accord de Conakry :

- i. Démontrer leur ferme engagement et veiller à la mise en œuvre pleine et entière de l'accord de Conakry ;
- ii. Renforcer dans les meilleurs délais la gouvernance démocratique, la promotion et la protection des droits de l'homme, tout en poursuivant leurs efforts visant à un règlement définitif de la crise politique.
- iii. Créer les conditions propices à et fournir le soutien technique nécessaire à la Commission Electorale pour l'organisation des élections législatives de 2018 ;

A l'endroit de la Commission de la CEDEAO :

- i. exhorter les leaders et les acteurs politiques à s'abstenir d'assouvir leurs intérêts et ambitions personnels et à œuvrer plutôt à la promotion de l'intérêt du pays en garantissant un retour à la gouvernance normale ;
- ii. procéder au déploiement du comité ministériel de haut niveau en vue de permettre une évaluation continue des progrès concernant le respect et la mise en œuvre scrupuleuse de l'accord de Conakry ;





- iii. instituer des sanctions ciblées à l'encontre des éléments qui cherchent à entraver la bonne mise en œuvre de l'accord de Conakry, afin de garantir l'engagement des parties prenantes à le respecter à la lettre.
- iv. fournir le soutien technique nécessaire pour l'organisation des élections législatives de 2018 ;

23. Sur le **Libéria**, le Conseil a noté que les élections générales tenues le 10 octobre 2017 avaient été concluantes vu qu'aucun candidat n'avait obtenu la majorité absolue. Par conséquent, les deux principaux candidats à savoir George Weah du parti Coalition for Democratic Change (CDC) et Joseph Boakai de Unity Party (UP) qui ont obtenu respectivement 38,4% et 28,8% du total des votes valides devraient s'affronter dans un second tour le 07 novembre. Toutefois, le 30 octobre, la Cour suprême a ordonné la suspension de tous les préparatifs de la tenue du second tour en attendant qu'elle statue sur une contestation pour laquelle elle a été saisie par le candidat classé troisième, à savoir Monsieur Charles Brumskine du Liberty Party (LP). A l'issue du jugement du 06 novembre 2017, la Cour suprême a donné à la commission électorale un délai 30 jours pour examiner la plainte du Liberty Party, avant d'autoriser la poursuite des préparatifs du second tour.

24. Le Conseil a noté que le lundi 20 novembre 2017, la Commission électorale nationale a rejeté les allégations de fraude sur le premier tour des élections présidentielles, des "preuves indubitables" ayant été fournies. Les deux parties ont par conséquent fait appel devant la Cour suprême.

25. Le Conseil a également été informé que, le 18 novembre 2017, le Président de la commission électorale nationale a demandé au Président de la Commission de lui fournir une assistance technique, vu que l'une des principales plaintes concernant les élections du 10 octobre 2017 était focalisée sur le manque de crédibilité de la liste électorale. A cette fin, une équipe technique de 4 membres a été déployée sur place du 28 novembre au 10 décembre 2017, pour appuyer la Commission nationale indépendante (CEN).

26. Après délibérations sur la question, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. Continuer de suivre de près l'évolution de la situation politique au Liberia et exhorter les différents protagonistes à respecter la loi, dans l'intérêt d'un processus de transition pacifique au Liberia.
- ii. Déployer des observateurs électoraux à court terme à travers le pays et, le cas échéant et par mesure de précaution, maintenir dans le pays une présence de la CEDEAO de haut niveau après les élections ;
- iii. Exhorter toutes les parties prenantes à maintenir leur engagement pour une transition pacifique ;



27. En ce qui concerne le **Mali**, le Conseil a noté que les facteurs d'insécurité du pays continuent d'évoluer car la situation politique et sécuritaire s'est détériorée au cours des derniers mois, en raison de la reprise des hostilités entre les groupes armés signataires du nord du Mali, l'insécurité croissante au centre du pays et l'agitation politique entourant le processus de révision constitutionnelle, toutes choses qui ont retardé la mise en œuvre de l'Accord d'Alger, en particulier le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (DDR) des anciens combattants.

28. Cependant, le Conseil a noté que des progrès avaient été réalisés en vue de l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord d'Alger avec la signature d'une trêve entre la **Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA)** et la plate-forme de la coalition des groupes armés, le 23 août 2017. En outre, le Conseil s'est félicité de l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de la Résolution 2364, saluant la création d'une force régionale chargée de la lutte contre le terrorisme et l'instauration du grand régime de sanctions introduit le 05 septembre 2017 par la Résolution 2374 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi que la désignation du Centre Carter comme observateur indépendant pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord.

29. Le Conseil a également été informé que, conformément aux instructions du 51<sup>ème</sup> Sommet de la CEDEAO, la Conférence ministérielle régionale sur la sécurité au Mali et au Sahel s'est tenue à Bamako le 14 octobre 2017.

30. Après délibérations sur la question, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit des autorités maliennes :

- i. Soutenir les actions entreprises pour assurer la mise en œuvre effective de l'Accord de paix et de réconciliation ;
- ii. Poursuivre les patrouilles menées conjointement avec les groupes signataires de l'Accord de paix en vue de renforcer la sécurité dans la partie Nord du pays ;
- iii. Répondre aux doléances des communautés vivant au centre du pays afin d'éradiquer les affrontements intercommunautaires ;
- iv. Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité maliennes afin de leur permettre d'exécuter leur mandat sur l'ensemble du territoire national ;
- v. Mettre en œuvre les recommandations de la Conférence sur le dialogue national.

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. Féliciter les autorités maliennes pour avoir accueilli avec succès la Conférence régionale sur la sécurité au Mali et au Sahel ;
- ii. Fournir le soutien nécessaire pour assurer la mise en œuvre effective du processus de paix ;



- iii. Exhorter toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu des lois internationales applicables et à mettre fin à tous les abus et violations des droits de l'homme ;
- iv. Encourager le Gouvernement à poursuivre ses efforts de lutte contre le terrorisme, avec le soutien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et d'autres initiatives telles que le G5 Sahel ;
- v. Consulter les autorités du Mali et leur exprimer la solidarité et l'intérêt de la Communauté à voir des élections pacifiques au Mali en 2018;
- vi. déployer des missions d'information préélectorales au Mali pour tenir des consultations avec les parties prenantes dans le cadre de la préparation des élections législatives et présidentielles de 2018;
- vii. Déployer des missions MOELT et MOE au Mali afin de veiller à ce qu'elles soient sur le terrain le jour J.

31. En ce qui concerne le **Nigéria**, le Conseil a noté que, bien que le pays ait engrangé des acquis importants sur le plan sécuritaire dans la lutte contre les insurgés de Boko Haram, la période du rapport a été marquée par une montée des affrontements entre les forces de sécurité nigérianes et ces insurgés. Le Conseil a aussi noté que les affrontements intercommunautaires entre des éleveurs nomades et des agriculteurs sédentaires ont également été fréquents dans plusieurs parties du pays et restent une préoccupation majeure en matière de sécurité.

32. Après délibérations, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

En direction des autorités nigérianes :

- i. Promouvoir systématiquement un dialogue inclusif, pour la recherche de solutions à l'agitation interne ;
- ii. Poursuivre les efforts visant à démanteler les structures de commandement et de contrôle du groupe Boko Haram.

A l'endroit de la CEDEAO :

- I. Exhorter le gouvernement à privilégier la voie pacifique dans la recherche de solutions à l'encontre du mouvement d'agitation qui règne dans certaines parties du pays.

33. Au sujet de la **Sierra Leone** il a été porté à la connaissance du Conseil que les élections présidentielles, parlementaires et locales sont prévues pour le 07 mars 2018. Le Conseil a également noté que la Cour de Justice communautaire de la CEDEAO a rendu, le 27 novembre 2017, une décision selon laquelle le limogeage de Samuel Sam-Sumana, l'ancien Vice-Président de la Sierra Leone est inconstitutionnel.



34. Après délibérations exhaustives, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit des autorités sierra-léonaises :

- i. apaiser les craintes par rapport aux allégations d'inscriptions multiples grâce à un exercice de vérification sous l'égide de la Commission électorale ;
- ii. intensifier les efforts de sensibilisation et d'éducation du public, pour encourager les inscriptions sur les listes et la participation au scrutin;
- iii. assurer une égalité de chances à tous les partis politiques, ainsi qu'une égalité d'accès aux médias, alors que le pays se prépare pour les élections générales du début de l'année prochaine.

A la CEDEAO :

- i. dépêcher en Sierra Leone, une mission d'information préélectorale afin d'identifier les principaux enjeux du processus électoral et d'évaluer la situation politique en général ;
- ii. accompagner le processus, prévoir des programmes ciblés et des activités visant à favoriser une large participation et assurer des élections générales libres, justes, transparentes et crédibles.

35. Sur la situation au **Togo**, le Conseil a noté que la situation politique nationale a été très tendue depuis le 19 août 2017, avec les manifestations de l'opposition appelant à des réformes constitutionnelles et institutionnelles, à la limitation du mandat présidentiel, l'institution d'un système de vote à deux tours et l'octroi du droit de vote aux ressortissants togolais vivant à l'étranger.

36. Le Conseil a été informé que dans le souci d'apaiser la situation, plusieurs initiatives régionales et internationales avaient été prises, notamment la visite du Président de la Commission de la CEDEAO au Togo le 13 septembre 2017, suite à celle du Représentant spécial du SGNU en Afrique de l'Ouest et au Sahel le 7 septembre 2017 pour rencontrer les acteurs politiques. Par ailleurs, le 5 octobre 2017, la CEDEAO, l'Union Africaine et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ont publié un communiqué dans lequel ils ont pris note de l'adoption du projet de loi modifiant les dispositions pertinentes de la Constitution et appelé le gouvernement à fixer la date du référendum. Ils ont également exhorté les différentes parties prenantes à poursuivre le dialogue en vue de trouver une solution pacifique à la crise.

37. Le Conseil a par ailleurs été informé que dans un esprit de bon voisinage, les Présidents du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Ghana, ainsi que le Président de la Guinée et Président en exercice de l'Union Africaine, avaient également pris des initiatives allant dans le sens de la médiation dans la crise, et a noté l'engagement du gouvernement togolais à initier un dialogue avec tous les acteurs politiques au Togo.

38. Après délibérations sur la question, le Conseil a approuvé les recommandations suivantes :



En direction des autorités togolaises :

- i. veiller à un dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes, afin de parvenir à des résultats acceptables par tous;
- ii. s'abstenir de faire un usage excessif de la force pour répondre aux manifestations violentes anti-gouvernementales.

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. Soutenir la création d'un cadre favorable à un dialogue inclusif entre les différents protagonistes;
- ii. Mettre en place de toute urgence une équipe de médiation pour appuyer les efforts de règlement de la crise et apporter un soutien technique au processus de médiation.
- iii. Envisager de consolider les efforts de SEM Nana Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, et de SE le Prof. Alpha Conde, Président de la République de Guinée, en leur désignant co-Facilitateurs de la CEDEAO, afin d'assurer un plus grand impact dans la résolution de la crise politique au Togo, en collaboration avec les parties prenantes togolaises.

39. S'agissant du **terrorisme** dans la région, le Conseil a noté les attentats terroristes répétés, notamment au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria, malgré les progrès significatifs réalisés par ces pays pour lutter contre ce fléau.

40. Le Conseil a noté que d'autres mesures visant à lutter contre le terrorisme, notamment la création et l'opérationnalisation du G5 Sahel (regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger).

41. Après délibérations sur la question, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit de la CEDEAO

- i. veiller à la mise en œuvre de la Déclaration de Bamako issue de la Conférence régionale du 14 octobre 2017 sur la sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; en particulier, elle doit jouer son rôle de leadership politique dans la lutte coordonnée contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée (CTO) dans l'espace sahélo saharien et en Afrique de l'ouest et s'assurer de la coordination et de la synergie entre les différentes initiatives pertinentes en cours;
- ii. peser de tout son poids sur la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- iii. encourager les États membres à renforcer le contrôle des activités des puissances occidentales opérant sur leur territoire dans le cadre d'accords bilatéraux, compte tenu du risque de dommages collatéraux des civils et des FDS nationales;
- iv. mettre en œuvre les instruments politiques pertinents pour la lutte contre le terrorisme, et en particulier pour la stratégie anti-terroriste et la Stratégie Sahel ;



- v. veiller au fonctionnement effectif de ses organes internes destinés à la lutte contre la CTO et le terrorisme, en l'occurrence le Comité des Chefs de Police de l'Afrique de l'Ouest (CCPAO) et le Comité des Chefs des Services de Sécurité/ Renseignements (CCSS/R).

## **B) MEMORANDUM RELATIF A LA SECURITE MARITIME DANS LA REGION**

42. Le chef de la Division Sécurité Régionale a présenté le mémorandum sur la situation de la sécurité maritime dans la région. Il a rappelé le processus qui a mené à la mise en place des zones maritimes E, F, et G, ainsi que du CRESMAO, avant d'indiquer les défis liés à l'opérationnalisation de ces centres.

43. Le Conseil a discuté du lien entre la sécurité maritime et l'insécurité au Sahel. Il a été indiqué qu'il y avait un lien étroit entre les deux, d'où la nécessité d'une approche holistique pour traiter le problème.

44. Après délibérations sur le Mémorandum, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit des Etats membres qui abritent les Centres :

- i. contribuer aux budgets des CMMC et au CRESMAO afin de leur permettre de prendre en charge les services comme l'électricité, l'eau, le carburant, les activités d'entretien/de maintenance et la sécurité, entre autres

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. définir le budget de la Commission de la CEDEAO devant couvrir les frais de fonctionnement des CMMC et du CRESMAO, ainsi que la contribution financière de la CEDEAO au fonctionnement des centres. Il est absolument important pour la CEDEAO de prendre la responsabilité de pourvoir au financement durable des coûts de fonctionnement des centres, étant donné que leur raison d'être tient à l'opérationnalisation de la SMI qui est un document de politique de la CEDEAO ;
- ii. organiser une réunion avec les Chefs d'État-major de la marine, les Ministres chargés des transports, de la défense, des affaires étrangères, ainsi que d'autres autorités compétentes, en vue de prendre des engagements et de désigner les postes à occuper ;
- iii. adopter le Statut du personnel des CMMC tel qu'examiné et recommandé par les experts gouvernementaux ;
- iv. examiner la recommandation faite par les experts gouvernementaux d'octroyer au CRESMAO le statut d'institution spécialisée de la CEDEAO ;
- v. organiser une réunion des experts gouvernementaux pour définir le rôle de coordination opérationnelle du CRESMAO à l'égard des zones E, F et G et les canaux de communications et de présentation des rapports ;





### **C) MEMORANDUM RELATIF AU SYSTEME D'INFORMATION POLICIERE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST (SIPAO)**

45. Le Directeur du Maintien de la Paix et de la Sécurité Régionale (DMPSR) a présenté le Mémoire sur le Système d'Information Policière pour l'Afrique de l'Ouest (SIPAO). Il a souligné l'objectif global de WAPIS, qui est de renforcer la capacité des institutions chargées d'appliquer la loi dans la lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme à travers un meilleur partage de l'information et du renseignement.
46. Au cours des discussions, le Conseil a discuté de la raison d'être du développement du programme WAPIS et de sa valeur ajoutée. La Commission a expliqué que WAPIS est un outil qui sert à combler le vide causé par le manque de partage de renseignements dans la région. La Commission a également informé le Conseil que WAPIS était basé sur le concept d'un système régional de gestion de l'information policière. En outre, le processus du développement de WAPIS a été très collaboratif, car les chefs de police de la région ont été consultés.
47. Après délibérations sur la question, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit des Etats membres de la CEDEAO :

- i. valider le programme SIPAO en tant qu'outil essentiel et unique de coopération entre les forces de sécurité de la région à travers un échange efficace d'informations criminelles ;
- ii. approuver les conclusions et recommandations ci-dessus faites par les experts lors de leur réunion consacrée au programme SIPAO, tenue les 20 et 21 avril 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire ;
- iii. approuver l'annexe 1 du rapport de la réunion d'experts concernant « L'engagement attendu des autorités nationales et régionales concernant la mise en œuvre du programme SIPAO »;

### **D) MEMORANDUM RELATIF A LA CONFERENCE REGIONALE SUR LA SECURITE AU MALI ET DANS LE SAHEL**

48. La Commission a rappelé la directive du 51<sup>ème</sup> Sommet de la CEDEAO de convoquer une conférence régionale sur la sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le Conseil a été informé que ladite Conférence a été organisée du 12 au 14 octobre à Bamako. Le Communiqué publié à la fin de la réunion est joint à ce rapport.
49. Au cours des discussions, les membres du Conseil ont reconnu la nécessité de la réponse militaire, mais ont insisté sur la nécessité de maintenir le dialogue politique avec toutes les parties prenantes.



50. Après délibérations, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. jouer pleinement son leadership politique, dans la lutte coordonnée contre le terrorisme et le crime transnational organisé dans l'espace sahélo-saharien, et à s'assurer de la coordination et de la synergie entre les initiatives pertinentes en cours ;
- ii. décliner en plan d'action la Déclaration de Bamako, et ce, dans un bref délai. Ce plan d'action doit être diligemment mis en œuvre ;
- iii. renforcer la coopération inter-régionale avec la CEEAC sur les questions de paix et sécurité, et entreprendre les consultations nécessaires pour la tenue, au premier semestre 2018 du Sommet conjoint des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et de la CEEAC sur le terrorisme et le crime transnational organisé ;
- iv. mettre sur pied un comité de suivi de la mise en œuvre de la déclaration.

#### **E) POINT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MECANISMES NATIONAUX D'ALERTE PRECOCE ET DE REPONSE (MNAPR)**

51. Le Conseil a été informé sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Mécanisme national d'alerte précoce et de réponse (MNAPR), notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Liberia et au Mali. Le Conseil a par ailleurs été informé des mesures prises pour accélérer la mise en place du MNAPR dans les autres États membres (Bénin, Cabo Verde, Ghana, Guinée, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et Gambie) au cours de l'année 2018.
52. Suite à la présentation, le Conseil a noté la lenteur dans la mise en œuvre du projet et a exhorté la CEDEAO à déployer rapidement une mission d'information, en collaboration avec les Ambassadeurs, pour visiter les cinq (5) États pilotes afin d'accélérer la mise en œuvre du projet NEWRMs, tout en exhortant les autorités concernées à agir rapidement.
53. A cet égard, le Conseil a exhorté la CEDEAO à adresser des correspondances aux ambassades concernées pour un suivi auprès de leurs pays respectifs. Le Conseil a également recommandé de déployer des missions de sensibilisation dirigées par de hauts fonctionnaires de la CEDEAO dans les 10 autres États membres, en collaboration avec les Ambassadeurs accrédités auprès de la CEDEAO.
54. En outre, afin d'anticiper un éventuel déficit de financement pour les NEWRM après 2019 (date limite pour le soutien de l'USAID), le Conseil a recommandé à la Commission de la CEDEAO de prendre les mesures nécessaires afin de trouver le financement chez d'autres organisations et partenaires internationaux.



## **F) PRESENTATION SUR LES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ELEVEURS EN AFRIQUE DE L'OUEST**

55. Le Conseil a été informé des résultats d'une recherche sur le terrain sur les conflits violents et récurrents entre agriculteurs et éleveurs dans la région de la CEDEAO. La recherche a été menée par la Commission en collaboration avec ses trois centres d'excellence en formation (TCE), à savoir la National Defence College (NDC) du Nigeria, le Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan (KAIPTC) au Ghana et l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMPABB) au Mali. La recherche a été financée par la GIZ.

56. Suite à la présentation, le Conseil a délibéré sur les résultats de la recherche et a félicité la Commission et ses partenaires pour avoir pris l'initiative de mener une étude aussi approfondie sur un problème de sécurité actuel auquel la région est confrontée.

57. Le Conseil a approuvé le rapport de l'étude sur le terrain et les recommandations qui y ont été formulées :

A l'endroit de la CEDEAO :

- a. donner la priorité à la mise en œuvre des recommandations, la stratégie de mise en œuvre étant axée sur le cadre à court, moyen et long terme. A cet égard, la CEDEAO devra travailler en étroite collaboration avec les États membres concernés afin de mettre en place des ranchs modernes dans la région, le cas échéant, une mesure importante dans le but de limiter les conflits violents dans le long terme.
- b. établir une relation avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) qui a déjà mené une étude similaire afin d'harmoniser la stratégie et d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de leurs recommandations respectives ;
- c. promouvoir le dialogue et la réconciliation entre les communautés ;

## **G) POINT SUR LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LA REGION**

58. Le briefing sur la situation humanitaire en Afrique de l'Ouest portait sur les questions humanitaires traitées par la CEDEAO et certaines des interventions menées par la Commission ces derniers temps. Le Conseil a noté que la CEDEAO s'est engagée à promouvoir et à protéger le bien collectif des citoyens et des résidents, en se focalisant sur le lien entre l'action humanitaire, les préoccupations de sécurité et les objectifs de développement de la CEDEAO, en conformité avec le Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité fondé sur le principe de la solidarité régionale.



59. Le Conseil a exprimé sa profonde préoccupation sur le niveau croissant des défis humanitaires auxquels la CEDEAO est confrontée, ainsi que les diverses interventions faites par les institutions de la CEDEAO. Le Conseil a également réitéré la nécessité d'avoir des ressources supplémentaires pour permettre à la CEDEAO de relever les défis humanitaires grandissants.

60. Après délibérations exhaustives sur la question, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

A l'endroit de la CEDEAO :

- i. renforcer les capacités nationales et régionales pour faire face aux défis humanitaires croissants dans la région ;
- ii. assurer une plus grande visibilité des activités humanitaires de la CEDEAO dans les États membres ;
- iii. Accroître l'assistance fournie aux États membres en cas de crise humanitaire ;
- iv. prendre des mesures urgentes face à la crise migratoire actuelle en Libye ;
- v. consentir des efforts concertés sur les défis auxquels sont confrontés les citoyens ouest-africains dans le cadre de la migration ;

## **V. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DE LA 39<sup>E</sup> REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DE MEDIATION ET DE SECURITE**

61. Le Conseil a examiné le projet d'ordre du jour et de programme de travail de la 39<sup>e</sup> Session ordinaire du Conseil de Médiation et de Sécurité au niveau ministériel prévue le 12 décembre 2017 à Abuja et adopté l'ordre du jour et le programme de travail après amendements.

## **VI. DIVERS**

62. Sous ce point, le Conseil a été informé des questions suivantes :

- La demande de soutien à la candidature du Niger au poste de membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies;
- La demande de soutien du Burkina Faso et de la Gambie pour la vice-présidence de la 73<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations unies ;
- La candidature du Nigéria à sa propre succession au poste de Directeur du Bureau de la communication à l'Union Internationale des Télécommunications (UIT);
- La prochaine formation qui doit se tenir à La Haye sur la négociation et la médiation comme instruments de prévention des conflits. L'Institut a accepté de former les 8 ambassadeurs qui n'ont pas encore suivi la formation, du 12 au 16 mars 2018 ;

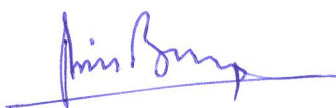


- La proposition de changer la date de la réunion ministérielle du MSC. La Commission va saisir le Président de la CEDEAO et le Président du Conseil de Médiation et de Sécurité au niveau des Ministres pour décision.

## **VII. MOT DE CLOTURE**

63. Dans son mot de clôture, SEM Léné DIMBAN, Ambassadeur de la République Togolaise auprès de la République Fédérale du Nigeria et Président du Conseil de Médiation et de Sécurité au niveau des Ambassadeurs, a exprimé sa gratitude aux Ambassadeurs pour la qualité des délibérations et déclaré la réunion close.

**FAIT A ABUJA, LE 5 DECEMBRE 2017,**



.....

**S. E. M. LENE DIMBAN  
PRESIDENT  
POUR LE CONSEIL DE MEDIATION ET DE SECURITE  
AU NIVEAU DES AMBASSADEURS**